



# DB

Déclaration de Berne  
Dichiarazione di Berna  
Erklärung von Bern

Introduction à la conférence de presse du 11 janvier 2007 à Berne (le texte parlé fait foi)  
Oliver Classen, responsable médias et coordinateur du "Public Eye Awards", Déclaration de Berne

## «Anti-Oscars» pour les multinationales: plus importants que jamais

Mesdames, Messieurs les représentants des médias,

La Déclaration de Berne et Pro Natura vous souhaite la bienvenue à leur réunion d'informations sur le Public Eye Awards 2007. Pour la huitième année, le Public Eye constitue un contrepoint au Forum économique mondial (WEF). Il se déroule en même temps, au même endroit et cette année juste en face du forum à Davos. Nous y montrons le revers de la médaille de la mondialisation, laquelle brille particulièrement encore une fois ces jours. Nous exigeons des mesures concrètes pour une économie mondiale plus juste socialement et qui respecte l'environnement. Nous tissons des liens très étroits avec le Forum Social Mondial (FSM), dont la septième édition aura lieu à Nairobi, capitale du Kenya, du 20 au 25 janvier.

Nous sympathisons à nouveau avec les protestations contre la logique dominante du «profit avant le peuple», qui vont se dérouler en Suisse, pour autant qu'elles soient pacifiques. En effet, sans la pression de la rue, des manifestants comme des consommateurs, les transnationales ne bougerons pas, l'accumulation de bénéfices les rendant toujours plus inertes. Toutefois, quelques entreprises ont reconnu les signes du temps. Sonja Ribic, de Pro Natura, va vous en parler. Ensuite, mon collègue Andreas Missbach montrera comment et pourquoi la rhétorique et la réalité sont toujours aussi éloignées l'une de l'autre lorsqu'on parle de responsabilité des entreprises, raison pour laquelle la Déclaration de Berne critique depuis toujours le «blabla du WEF». La note finale revient au rappeur Greis, qui chante en dialecte et qui veillera à créer à Davos des intermèdes musicaux agrémentés d'intelligence provocatrice.

## La croissance de l'économie mondiale augmente le nombre des laissés-pour-compte

A en croire les médias, l'unanimité règne entre les experts en conjoncture, les dirigeants des transnationales et les politiciens en charge de l'économie: en 2006, la mondialisation a pour la première fois vraiment répondu aux attentes. Les bourses battent records sur records, les transnationales et les PME ont des résultats jamais atteints et même les pronostics du marché du travail sont relativement optimistes, du moins en Suisse. L'économie mondiale est en pleine effervescence. Mais avec elle, la croissance touche aussi les problèmes dans leur globalité: L'un d'entre eux – la catastrophe climatique qui se dessine – devient peu à peu un sujet de société, d'autres – comme l'exploitation destructrice des ressources naturelles et humaines – ne parviennent que rarement à la une des médias. Ces victimes sociales et écologiques de notre délire de croissance, qui vivent essentiellement dans l'hémisphère sud, obtiennent une plateforme, un levier et donc un peu d'espoir grâce au Public Eye.

Il ne faut pas se leurrer: L'exploitation systématique de la terre et des gens reste la base commerciale de la majorité des grandes sociétés. Elles profitent en connaissance de cause et volontairement de la misère qui règne dans les contrées les plus pauvres. Avec cet «ordre du jour caché» en arrière plan de la plupart des 1000 membres du WEF, le slogan officiel du sommet de cette année à Davos est une immense coquille vide. «The Shifting Power Equation», le déplacement des rapports de force ne vise pas à reconnaître la société civile, mais à reconnaître le rôle dirigeant des «Global Player» asiatiques tels que l'Inde et la Chine. Le WEF déroule donc son tapis rouge aujourd'hui devant les chefs de Mittal Steel ou de la Banque de Chine et non plus – comme dans les années qui ont suivi Seattle et Gène – devant les représentants

d'organisations non-gouvernementales (ONG) comme Amnesty, Oxfam ou Greenpeace. Gerd Leipold, Directeur de Greenpeace International à Amsterdam, invité au Public Eye Awards 2007, commentera ce retour en arrière.

### **Le nombre record de sélection reflète la variété des pratiques sans scrupules**

Les critiques externes face à un Centre des Congrès de Davos comble sont toujours aussi importantes. Le Public Eye leur offre son traditionnel forum. Cette année encore, y interviendront des conférenciers connus comme l'ancien chimiste Jörg Sambeth, dont la tête est tombée après la catastrophe survenue en Italie à Seveso en 1976. Dans le film «Gambit», qui vient de passer au cinéma, il a mis la lumière sur la face cachée de cet accident et sur les hommes qui ont agi dans l'ombre. Des ONG ont formulé plus de 40 propositions, ce qui constitue un record (voir la liste dans le dossier de presse). On y retrouve les «inculpés» habituels Coca-Cola, Nestlé ou Syngenta. Il n'a pas été facile pour les organisateurs de choisir trois cas dans chaque catégorie. Le choix a tenu compte de l'étendue du comportement des transnationales irresponsables ainsi que de son actualité. Tous les exemples présentés méritent toutefois notre attention.

Dans la catégorie «monde», sont nominés cette année pour recevoir le prix de l'outrage Bridgestone, Ikea et Trafigura. BRIDGESTONE, la transnationale japonaise du pneu, exploite depuis les années 1920 au Libéria, en Afrique de l'ouest, l'une des plus grandes plantations de caoutchouc du monde, où règnent aujourd'hui encore des conditions proches de l'esclavage. IKEA, la transnationale du meuble, n'est suédoise qu'en apparence. Une toile complexe de sociétés offshore, de holdings et de fondations a été créée, ce qui lui permet d'échapper au fisc. Les répercussions de cette stratégie atteignent la Suisse, le fondateur d'Ikea Ingvar Kamrad étant domicilié sur les rives du Lac Léman. TRAFIGURA, une société domiciliée aux Pays-Bas, mais qui gère depuis Lucerne le commerce de matières premières, a fait la une des médias lorsque l'un de ses bateaux a déchargé illégalement en août 2006 des déchets toxiques à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été contaminées et au moins six personnes sont mortes.

### **Novartis, Ruag et Xstrata sont prétendants au premier «Public Eye Swiss Award»**

Pour la remise du premier prix de la nouvelle catégorie «Suisse», décerné aux sociétés ayant leur siège en Suisse, la liste des candidats était bien plus longue que celle qui a pu être retenue. Novartis, Ruag et Xstrata ont été sélectionnés. En demandant l'annulation de la loi indienne sur les brevets, NOVARTIS cherche à limiter l'accès aux génériques à prix abordable en Inde et dans les pays en voie de développement. Si le géant pharmaceutique bâlois parvient à ses fins, ce sera au détriment de la vie de nombreux malades du cancer dans le Sud. RUAG, une holding de l'armement aux mains de la Confédération, est le plus grand fabricant européen de munitions pour armes légères. Il porte sa part de responsabilité dans la mort par des armes légères de plus de 1000 personnes chaque jour. Il faut aussi condamner la fabrication et la vente d'armes particulièrement cruelles comme les bombes à fragmentation. XSTRATA, un groupe spécialisé dans les matières premières qui a son siège à Zoug, complète le trio infernal suisse, à cause de son projet de transformer une gigantesque mine de zinc et de plomb, actuellement souterraine, en mine à ciel ouvert. Si ce projet se réalise, en Australie dans les Territoires du Nord, quatre groupes d'autochtones vivant en aval de la McArthur River perdront leurs moyens d'existence suite à la dérivation du fleuve et à sa pollution.

Vous le constatez, nos listes de nominés font froid dans le dos – mais elles ne représentent que la pointe d'un iceberg. Seule la satire permet parfois s'y opposer. En Suisse alémanique, qui pourrait mieux le faire et de manière plus incisive que Patrick Frey? C'est la raison pour laquelle le comédien zurichois présentera le Public Eye Awards 2007 lors de l'ouverture du WEF. Il me reste à vous inviter cordialement à faire le voyage de Davos.

Zurich, janvier 2006

Conférence de presse «Public Eye Awards 2007» du 11 janvier 2007 à Berne

---

## **Situations à dénoncer et signes d'espoir dans une économie mondialisée**

*Exposé de Sonja Ribli, Pro Natura – Les Amis de la Terre Suisse*

Mesdames et Messieurs,

Seule véritable alternative au Forum économique mondial (WEF) et concomitante à celui-ci, le «Public Eye», organisé chaque année depuis 2000, est déjà une institution. La Déclaration de Berne (DB) et Pro Natura offrent ainsi à Davos une plate-forme publique dénonçant les nombreux aspects négatifs d'une mondialisation axée purement sur le profit. Les candidatures au *Public Eye Positive Award 2007* montrent qu'à côté des exemples de comportement irresponsable de la part de certaines entreprises, il y a aussi des signes d'espoir.

### **Situations à dénoncer**

Pro Natura et la DB réclament depuis longtemps des règles juridiquement contraignantes en ce qui concerne la responsabilité internationale des entreprises. Les entreprises nominées pour l'un des prix négatifs démontrent avec leur comportement socialement et écologiquement irresponsable, que de telles règles sont plus nécessaires que jamais.

Le public attend des entreprises une attitude responsable à l'égard de la nature, ainsi que le respect des droits humains et des droits liés au travail. Il ne se contente pas de simples déclarations d'intention. Ainsi, des groupes d'action locaux ou supranationaux s'emploient inlassablement, à travers des campagnes ciblées et efficaces, à mettre sous pression des entreprises transnationales. C'est pour distinguer leur action positive qu'en 2006, à Davos, des acteurs de la société civile ont été récompensés par le *Positive Award* pour leur travail courageux et exemplaire.

### **Signes d'espoir**

La persévérance du syndicat mexicain SNRTE et des ONG allemandes Germanwatch et FIAN (Food First Information & Action Network), distinguées il y a une année, a porté ses fruits. Ces trois organisations avaient protesté, en étroite concertation, contre la fermeture illégale de l'usine Euzkadi de Continental, multinationale du pneu, à El Salto, au Mexique. Grâce à leur coopération exemplaire, à un lobbying mené avec professionnalisme et au dialogue engagé avec Continental, la coalition SNRTE/Germanwatch/FIAN a obtenu en février 2005 la réouverture de l'usine; les travailleurs en sont même devenus copropriétaires. Aujourd'hui, l'usine a franchi le cap de la phase d'essai; les conditions de travail sont bonnes, et les chiffres de la production et des ventes sont prometteurs.

En 2007, le *Public Eye Positive Award* veut cette fois récompenser un signe d'espoir du monde des entreprises. Le caractère exemplaire et remarquable d'une initiative modèle d'une entreprise sera mit en évidence.

Le jury s'est vu proposer toute une série d'entreprises: Banque alternative BAS, BAER SA, Coop, Eosta, Gebana SA, Jenni Energietechnik AG, Marks & Spencer plc et Pfister Meubles SA. Si l'on prend cette liste comme référence, on peut penser qu'il n'y a en Suisse que des entreprises modèles. Il suffit toutefois de jeter un coup d'œil sur la liste des entreprises nominées pour le *Public Eye Swiss Award* pour revenir à la réalité.

Les signes d'espoir n'en sont pas moins bien réels et encourageants. Après avoir soigneusement examiné les nominations proposées, le jury a inscrit les trois entreprises suivantes sur la liste finale des nominées au *Public Eye Positive Award*:

- **Coop**, nominée par Bioterra, organisation « bio » pour l'horticulture, la consommation et l'agriculture en Suisse;
- **Eosta**, nominée par Hivos, Humanistisch Instituut voor Ontwikkelingssamenwerking, Pays-Bas;
- **Marks & Spencer plc**, nominée par Helvetas, Suisse.

Chacune des ces entreprises s'est distinguée par ses préoccupations bio. L'agriculture biologique, avec ses méthodes douces, est de plus en plus appréciée des consommatrices et consommateurs. Il y a de bonnes raisons à cela, puisque le bio protège les sols et les eaux, favorise la diversité en espèces et les économies d'énergie, pour ne citer que quelques-uns de ses aspects positifs par rapport à l'agriculture conventionnelle.

**Coop** est en lice pour le *Public Eye Positive Award* en raison de son rôle pionnier depuis de nombreuses années en faveur de l'agriculture biologique. En Suisse, le nombre d'exploitations agricoles bio est passé de 1000 en 1993, à plus de 6000 aujourd'hui. La part de la surface agricole utile exploitée en mode bio représente 11%. L'impulsion nécessaire à cette évolution a été donnée par la réforme écologique de la politique agricole. Mais le nombre d'exploitations bio n'aurait de loin pas augmenté aussi fortement si Coop Suisse ne s'était pas lancée résolument dans la commercialisation de leurs produits.

Egalement en lice l'entreprise néerlandaise **Eosta** qui fournit des grossistes et des détaillants en légumes et fruits certifiés biologiques et/ou biodynamiques. Afin de favoriser une responsabilisation grandissante du côté de la production comme du côté de la consommation, Eosta a développé en 2004 le projet pilote Nature&More: les consommatrices et consommateurs peuvent s'informer, via une plate-forme Internet, sur la provenance et le processus de production de l'aliment qu'ils ont entre les mains.

Finalement **Marks & Spencer** (M&S), géant du commerce de détail britannique, vend depuis tout récemment du coton cultivé au Mali selon des critères bio contrôlés. M&S a développé tout spécialement une collection de vêtements en coton équitable. M&S garantit aux producteurs maliens concernés l'achat de leur coton durant les trois prochaines années et se mobilise pour des conditions de production durables. C'est en l'occurrence le volume de coton bio contracté qui ouvre des perspectives totalement nouvelles.

Laquelle de ces trois entreprises se verra attribuer le *Public Eye Positive Award 2007*? Vous le saurez le 24 janvier 2007 à Davos. Nous serions ravis de vous rencontrer à l'occasion de la remise de ce prix.

**Sonja Ribí**

Pro Natura – Les Amis de la Terre Suisse  
tél. +41 61 317 92 42, mobile +41 79 216 02 06, [sonja.ribi@pronatura.ch](mailto:sonja.ribi@pronatura.ch)



**Déclaration de Berne**  
**Dichiarazione di Berna**  
**Erklärung von Bern**

Intervention à la conférence de presse du 11 janvier 2007 à Berne (le texte parlé fait foi)  
Andreas Missbach, expert en responsabilité sociale des entreprises, Déclaration de Berne

## **Sans pression, pas de résultat: ONG et responsabilité des entreprises**

Une part importante des propos échangés chaque année dans le cadre du forum mondial de l'économie tourne autour de la responsabilité des entreprises, ce qui se traduit dans la langue de Davos en *Corporate Social Responsibility*, CSR en abrégé. Ces discussions ne peuvent pas laisser de marbre les organisations non-gouvernementales (ONG), ne serait-ce que par le fait que sans elles, cette discussion n'aurait pas lieu. En parallèle à l'influence croissante des transnationales ces vingt dernières années, les campagnes dirigées contre les grandes marques ont gagné en dynamisme. En Europe, Greenpeace a réveillé l'opinion publique en 1995 lorsque des activistes ont occupé la plate-forme pétrolière „Brent Spar“ que Shell voulait abandonner, afin d'empêcher qu'elle soit coulée en mer. Suite à cette action, en Allemagne, le chiffre d'affaires des stations-services Shell a diminué par moments de moitié. Des campagnes contre Nike et le fabricant de vêtements GAP, qui ont démarré des Etats-Unis, ont attiré l'attention sur les conditions de travail dans les fabriques asiatiques de vêtements de marques mondiales. La DB est active sur ce thème depuis le lancement de la Campagne Clean Clothes en 1999.

Lorsque les chefs d'Etat et de gouvernement du G8 se sont retrouvés à Birmingham en 1998 pour leur réunion annuelle, la tranquillité habituelle n'était plus de mise. Dans la rue, 60'000 personnes protestaient contre l'endettement des pays du Sud. Mais ce n'est qu'un an et demi plus tard – sous les gaz lacrymogènes de Seattle, où le sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a échoué – que le mouvement altermondialiste a été reconnu comme acteur. Les critiques et les protestations de toutes ces personnes étaient dirigées également contre les entreprises transnationales, moteurs et bénéficiaires de la mondialisation.

### **Pression et fuite en avant**

Cette critique a pris trois directions. Premièrement, il s'agissait de montrer les problèmes posés par les comportements de quelques grandes entreprises, à l'exemple de Shell et Nike. L'accent a été mis surtout sur la destruction de l'environnement et le non-respect des droits humains et de la législation sur le travail principalement dans les pays du Sud. Deuxièmement, l'influence des transnationales sur le calendrier de la mondialisation du FMI, de la Banque Mondiale, de l'OIT et du G8 a été mise en évidence. Et finalement, avec le slogan „Pas de logo“, la cible s'est concentrée également sur la puissance des marques, l'influence de la publicité et sur la vision du monde et le mode de consommation du public.

Concrètement, la critique des transnationales était simplement une manière de s'opposer au fait que les „Global Player“ avaient fait sauter les cadres étatiques. Ils se sont développés en dehors de toute réglementation, qui avait été obtenue sur le plan national au prix de longues luttes sociales pour „civiliser“ le capitalisme. De fait, au niveau mondial, une protection efficace du travail, de l'environnement et des consommateurs fait cruellement défaut. Des règles contraignantes n'existent ni en matière de concurrence, ni contre les cartels ; et une fiscalité coordonnée entre les Etats fait, elle aussi, défaut.

Face à la résistance croissante de la société civile, les entreprises ont répondu par une fuite en avant. Plus précisément: Avec la Corporate Social Responsibility (CSR) ou responsabilité sociale des entreprises en français, il s'agissait, par des mesures prises volontairement, de mettre fin aux disfonctionnements les plus violemment critiqués. Elles ont surtout cherché à

faire baisser la pression et à empêcher que des gouvernements ou des organisations internationales les contraignent à agir. Lorsqu'on parle de CSR, cela ne signifie pas encore que la responsabilité sociale soit concrètement prise au sérieux. Ce n'est pas sans raison que quelques-unes des grandes sociétés de relations publiques, comme Edelman ou Burson-Marsteller, jouent un rôle important dans la communication sur la CSR.

Il faut par ailleurs éliminer quelques malentendus très répandus. Certaines entreprises estiment que la responsabilité sociale se traduit par de la philanthropie, donc par des donations. Pour les plus grandes multinationales, il est de bon ton de s'offrir une fondation qui finance des projets sociaux ou culturels. Ces projets sont louables, mais la responsabilité sociale concerne l'entreprise elle-même, dans ses activités de base. Il ne suffit pas de faire des affaires sans se soucier des autres et de faire un peu de bien à côté. La situation devient totalement absurde lorsque des entreprises ou des entrepreneurs, qui évitent de toutes les façons possibles de payer des impôts, sont applaudis pour leur philanthropie. Ils s'apparentent – selon les mots du prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz – à un Robin des Bois, qui prend aux pauvres ce qu'il leur redonne!

Un deuxième malentendu concerne le respect de la législation. Lorsqu'on parle de responsabilité sociale des entreprises, il ne s'agit pas en premier lieu d'une question de légalité, mais de légitimité. Par conséquent, lorsque Marcel Ospel souligne, sur la page Internet de l'UBS à propos de la „Corporate Responsibility“, que la banque „s'engage“ dans la lutte contre le blanchiment d'argent sale, cela ne la mène pas très loin. En effet, en Suisse, le blanchiment d'argent sale est un délit. Il est tout de même évident qu'une entreprise ne doit pas violer la loi.

### **Volontaire, mais pas à n'importe quel prix**

Lors du Public Eye, la Déclaration de Berne et Pro Natura interviennent depuis des années de manière critique dans le débat sur la CSR. L'attention s'est portée tout particulièrement sur la plus importante des initiatives en matière de CSR, le Pacte mondial (Global Compact) de l'ONU. Ce dernier illustre à merveille la faiblesse des accords volontaires: Pour changer véritablement quelque chose, les objectifs devraient être placés très haut. Mais il faut en même temps que le plus grand nombre d'entreprises atteignent ces objectifs. Le Pacte mondial, qui est en quelque sorte un enfant de Davos, puisque l'idée en a été émise au WEF de 1999, ne recherche que la quantité. Plus de 2000 entreprises ont signé le pacte, très certainement car un tel engagement ne les oblige pas à prendre des mesures concrètes.

L'engagement volontaire bute encore sur un autre gros obstacle. Il n'est appliqué que sous une pression constante. Mais les capacités de la société civile à contrôler l'efficacité de telles initiatives sont limitées. En outre, la pression de l'opinion publique ne s'exerce le plus souvent que là où les entreprises craignent des réactions de leur clientèle, donc en règle générale sur les produits de marques directement destinés aux consommateurs finaux. Elle ne touche pas les matières premières ou les produits semi-finis.

On voit à l'évidence pourquoi les ONG ne peuvent pas se satisfaire des initiatives volontaires des entreprises. Ainsi, la DB et Pro Natura s'efforcent, avec des centaines d'organisations de par le monde, de faire adopter des normes contraignantes en matière de droits humains pour les entreprises et à obtenir une réglementation politique des activités des transnationales. Mais le contexte politique actuel au niveau mondial ne laisse que peu d'espoirs d'arriver à obtenir des règles internationales contraignantes. Il serait donc particulièrement cynique de ne pas essayer, parallèlement, d'amener les entreprises à assumer volontairement leur responsabilité à l'égard des êtres humains et de l'environnement. A court terme, la véritable différence repose non pas sur l'opposition entre contraignant et volontaire, mais entre volontaire et bon vouloir.

Dans la brochure „mains sales et belles paroles“, que vous trouvez dans votre dossier de presse, la Déclaration de Berne a cerné ce qu'il faut faire pour que la discussion autour de la responsabilité des entreprises n'en reste pas à un simple blabla.

Zurich, janvier 2006